

La France grande perdante de l'Europe, PSA délocalise en Inde... mais Macron donne des leçons au Liban !

écrit par Christine Tasin | 10 septembre 2020



Coralie Delaume
@CoralieDelaume



Achat d'acier turc, de fibre chinoise ds le cadre de marchés publics français, sans réciprocité : les Turcs et Chinois réservent leurs MP à leurs entreprises.

Pr rappel, tx d'ouverture des MP :

- UE : 90%
- USA : 28%
- Canada : 16 %

Nois sommes les ânes de la mondialisation.

Les industriels français dénoncent les achats non européens de la commande publique

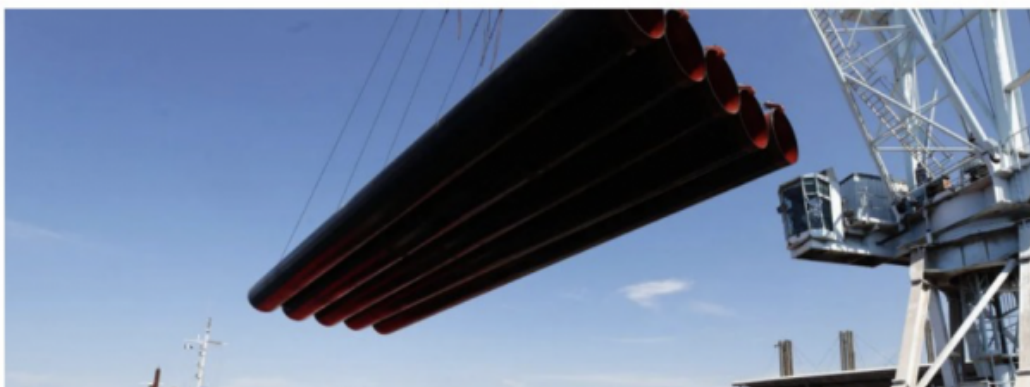
La Société du Canal de Provence a préféré des canalisations en acier turc à celles de Pont-à-Mousson et les achats de fibre optique chinoise explosent en France. La commande publique ne joue pas le jeu de la relocalisation. Les industriels réclament aux acheteurs publics d'appliquer la clause de réciprocité excluant des marchés publics français les Chinois, Indiens, Turcs, etc. dont les propres marchés publics sont fermés.

[Lire plus tard](#)

[Immobilier - BTP](#)

[Partager](#)

[Commenter](#)



8:05 PM · 23 août 2020



La France grande perdante de l'Europe, ça continue... Et la crise du Covid, contrairement aux promesses et assertions de Macron et sa clique, n'aura rien changé. Rien de rien.



Coralie Delaume
@CoralieDelaume



Achat d'acier turc, de fibre chinoise ds le cadre de marchés publics français, sans réciprocité : les Turcs et Chinois réservent leurs MP à leurs entreprises.

Pr rappel, tx d'ouverture des MP :

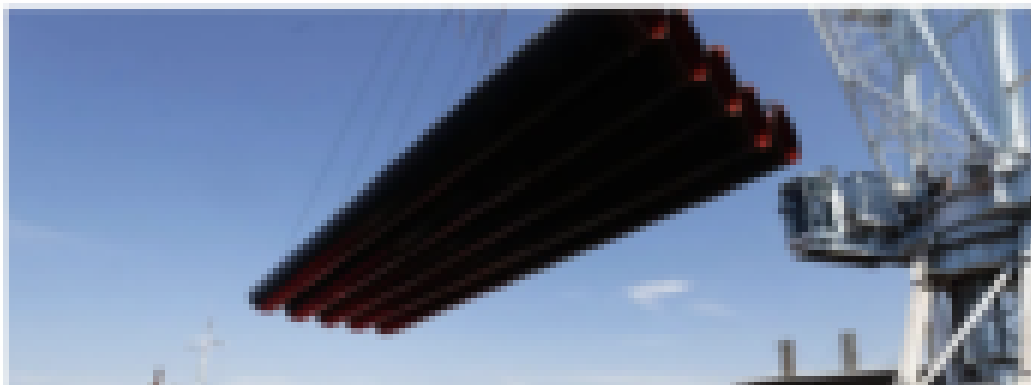
- UE : 90%
- USA : 28%
- Canada : 16 %

Nois sommes les ânes de la mondialisation.

Les industriels français dénoncent les achats non européens de la commande publique

La Société du Canal de Provence a préféré des consultations en acier aux à celles de Post-It-Mousses et les achats de fibre optique chinoise exploités en France. La commande publique est **pas** pas le jeu de la mondialisation. **Les industriels réclament aux autorités publiques d'appliquer la clause de réciprocité excluant des marchés publics français les Chinois, Indiens, Turcs, etc. dans les prochains marchés publics avec l'étranger.**

[L'essentiel](#) [Commentaire](#) [Ajouter un commentaire](#) [Partager](#) [Citer](#)



8:05 PM - 23 août 2020



On savait que l'Europe était le paillason d'un monde libre-

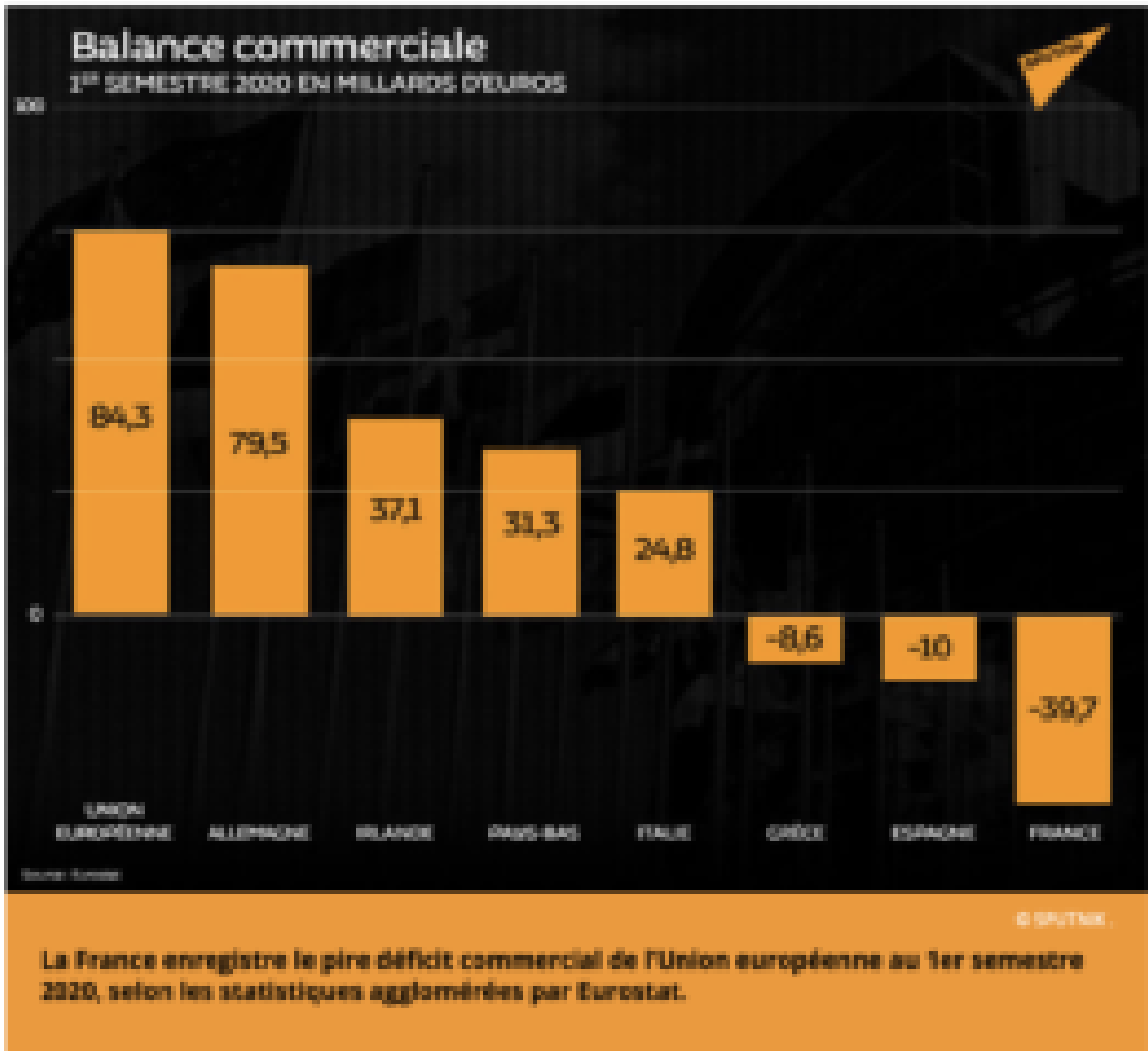
échangiste et la France la grande perdante du libre-échange imposé par les traités européens selon le mot de Maxime Perrotin, journaliste de Sputnik dans un article fort intéressant qui date du 28 août dernier.

[...]

Les Échos relatent le cas de la société du Canal de Provence. [Subventionnée, celle-ci s'est tournée pour la deuxième fois en deux ans vers un importateur de canalisations turques](#) aux dépens de Saint-Gobain, à Pont-à-Mousson, qui est en redressement. Le quotidien d'information économique et financière revient également sur les commandes de fibre optique chinoise qui «*explorent*» à travers tout le territoire, au grand dam de la dernière entreprise nationale de fibre. En somme, «*la commande publique ne joue pas le jeu de la relocalisation*», assène le quotidien économique, qui rappelle que la Turquie comme la Chine ont fermé leurs marchés publics aux Européens.

[...]

Mais il faut y regarder de plus près, car certains pays tirent mieux leur épingle du jeu que d'autres. C'est tout particulièrement le cas de l'Allemagne, qui demeure depuis plusieurs années le pays avec le plus fort excédent commercial au monde, devant la Chine. Elle est suivie par l'Irlande, les Pays-Bas et l'Italie, celle-là même que nous percevons comme l'un des canards boiteux de l'UE.



[...]

«Il y a une concomitance à la fois de la contrainte européenne et d'élites françaises qui n'ont toujours pas compris comment fonctionnait leur propre économie», résume David Cayla.

Une tare qui perdurerait encore aujourd'hui. En guise d'illustration, l'économiste prend l'exemple récent du plan de

relance européen de 750 milliards d'euros qu'Emmanuel Macron a promu tant qu'il a pu. «Donner de l'argent à tout le monde, ce n'est pas une politique industrielle», tacle-t-il.

Plan de relance de l'UE: «ce n'est pas une politique industrielle»

© REUTERS / REGIS DUVIGNAU

Ironie de cette situation: la France continue de peser en Europe, malgré la dégradation de sa situation économique, tout en pesant contre ses propres intérêts. Ainsi, ce plan débloqué grâce à la France –ce qui «n'était pas du tout gagné», rappelle David Cayla– ne devrait pas lui profiter, bien au contraire. Un «paradoxe» absolu aux yeux de l'économiste.

«L'effort de la France n'est pas pertinent par rapport à ses besoins économiques. Concrètement, ce plan ne va pas bénéficier à la France, il va bénéficier à l'Italie, à l'Espagne, aux pays d'Europe centrale et orientale, mais la France va se retrouver contributeur net! Encore une fois, c'est l'idéologie qui domine sur le pragmatisme», conclut David Cayla.

Pour lui, deux solutions s'offrent ainsi aux Français: soit la France adapte sa compétitivité aux traités qu'elle a elle-même négociés, «ce qui devrait prendre encore plusieurs décennies», soit elle les déchire et quitte l'UE pour recouvrer l'usage de ses leviers économiques.

[...]

<https://fr.sputniknews.com/economie/202008271044327775-comment-europe-francais-nuit-economie/>

D'un côté la France contribue plus qu'elle ne reçoit mais, en sus, elle permet que le peu d'entreprises qui nous restent délocalisent... Elle permet ou plutôt elle pousse à.. Et quand je dis la France, il faut entendre Macron. A comparer avec Trump qui a enjoint aux entreprises qui avaient délocalisé de rejoindre la terre de la mère patrie sauf à voir leurs produits augmenter avec des barrières douanières... Résultat nombre d'usines sont revenues aux USA et ont donné du boulot aux Américains.

Peugeot aurait délocalisé en Inde la conception de sa future gamme de véhicules. Loin d'être un cas isolé, cette décision d'un groupe devenu plus international que français trahit également l'absence de stratégie industrielle de l'État. Un manque de vision des exécutifs successifs, que tous les Français devront à terme payer. Analyse.

Des ingénieurs français supplantés par leurs homologues indiens à bas coût: nous ne sommes pas dans une banque d'affaires de la City, mais chez Peugeot. Le groupe français aurait, selon les informations de *Marianne*, [délocalisé en Inde la conception de sa prochaine gamme de véhicules](#) (et plus si affinités), au grand dam de ses partenaires habituels, tels qu'Altran et Cap Gemini.



© AFP 2020 LUDOVIC MARIN

[Latécoère, nouvelle victime de l'absence de stratégie industrielle de la France](#)

Deux entreprises de conseil qui, toujours selon les informations de l'hebdomadaire, n'auraient pas ébruité l'affaire par crainte d'être blacklistées, tout en espérant récupérer le contrat via leurs propres sous-traitants

indiens. Une situation, qui comme le résume *Marianne* va à l'encontre du «nouveau catéchisme patriotique post-Covid» de Bruno Le Maire, à savoir la relocalisation sur le territoire français d'actifs industriels. Une situation qui, si elle n'a rien d'illégal, tient «de la tartufferie», conclut le magazine, qui souligne que dans l'Hexagone, l'entreprise a massivement recouru au chômage partiel durant la crise du Covid-19.

La «Tartufferie» de Peugeot

La délocalisation de la matière grise, nouvelle étape de la mondialisation? Plutôt une réalité économique qui va, elle aussi, à l'encontre du discours sur le phénomène de désindustrialisation en vigueur depuis des décennies. Il est en effet d'usage d'expliquer que si l'outil de production est délocalisé, les emplois à «haute valeur ajoutée» sont quant à eux conservés en France.

Les faits sont cependant têtus: si les emplois de services ont depuis plusieurs années rejoint la cohorte des actifs délocalisables pour des raisons de coûts, la montée en puissance des pays émergents a drastiquement réduit l'écart qui existait avec l'Occident en matière de compétences et de savoir-faire, ouvrant de nouveaux horizons pour le «dégraissage» des entreprises du vieux continent.

Ainsi, si certains ont été tentés de jeter la pierre à Peugeot, qui réalise toujours 87% de ses ventes mondiales en Europe au premier trimestre 2020, une chose est sûre: l'ancien groupe familial tricolore, sur le point de passer sous pavillon néerlandais à la suite de son «mariage entre égaux» avec Fiat-Chrysler, n'est pas la première entreprise hexagonale à recourir à de tels procédés de réduction de coûts.

Aides de l'État sans contrepartie



© REUTERS / CHRISTIAN HARTMANN

[Fusion Peugeot-Fiat: prémisse d'un énième suicide français?](#)

La délocalisation des emplois qualifiés: un «*glissement*» opéré depuis plusieurs années sur lequel revient Marc German, entrepreneur spécialiste en intelligence compétitive, diplomatie d'entreprise et en industrie de la Défense. S'il ne parle pas de «*tartufferie*», il pointe du doigt certaines dérives des aides mises en place par l'État en vue d'alléger la charge fiscale pesant sur les acteurs économiques tricolores, telles que le Crédit d'Impôt recherche (CIR) ou encore le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ces derniers ne seraient, selon notre intervenant, pas particulièrement bien réinvestis dans l'économie nationale:

«Les cabinets d'ingénierie, qui sont parmi les premiers bénéficiaires des crédits impôts recherche, n'hésitent pas à délocaliser une partie de leurs travaux à l'étranger tout simplement pour garantir leur marge bénéficiaire», regrette Marc German.

Car c'est là qu'à ses yeux le bât blesse. S'il est compréhensible que de tels acteurs économiques cherchent à augmenter leur profitabilité (c'est la nature même d'une entreprise), tout comme il est compréhensible que l'État cherche à inciter ces mêmes entreprises à rester sur son territoire, **Marc German ne comprend pas que les autorités françaises n'exigent pas de contrepartie aux sociétés dès lors qu'elles profitent de mécanismes d'aides.**

Dettes et délocalisations: la «double peine» pour les Français

Qu'il s'agisse aujourd'hui du fameux plan de relance présenté

le 3 septembre par Jean Castex ou du sauvetage des banques opéré entre 2008 et 2009 lors de la crise des Subprimes, c'est pour Marc German à l'État qu'incombe la responsabilité de mettre en place des garde-fous afin d'éviter toute dérive.

Car, à ses yeux, en termes de conséquences, c'est une *«double peine»* pour les Français: non seulement les emplois quittent le pays, mais les fonds publics dépensés afin de soutenir ces entreprises viendront s'ajouter à la charge fiscale, déjà écrasante, qui pèse sur les ménages. *«Il n'y a pas une dette qui ne soit pas un jour remboursée»*, martèle-t-il, mettant en garde contre le discours politique ambiant: l'argent n'est pas *«gratuit»*, les promesses n'engageant que ceux qui y croient. Le spécialiste en intelligence compétitive fustige ainsi les *«décisions tactiques»* des dirigeants politiques français, prises afin de *«satisfaire les exigences du moment»*. En somme, l'absence de vision à long terme.

«Ce qui va se passer dans vingt ans, ils s'en contrefichent! Il y a une absence totale de dimension stratégique», s'indigne Marc German.

Et, en matière de stratégie, ce n'est pas la réhabilitation du Haut-commissariat au plan qui change sa critique de l'action du gouvernement. Si l'idée lui semble bonne, elle aurait été largement dévoyée, là encore pour des raisons politiciennes. *«C'est une vaste fumisterie. François Bayrou avait besoin d'un poste, d'échouer quelque part»*, tempête-t-il, dressant un parallèle avec le poste d'ambassadeur des pôles, poste créé pour Michel Rocard, auquel avait été parachutée en 2017 Ségolène Royal.

[Maxime Perrotin](#)

<https://fr.sputniknews.com/economie/202009081044395699-ingenie>

[urs-low-cost-psa-delocalise-inde/](#)